

**Commission** : Sommet de l'UE sur les Risques et la Sécurité Civile

**Problématique** : Quelles politiques de coordination de la sécurité civile européenne pour protéger les populations des catastrophes naturelles et industrielles/humaines ?

**Auteur** : Estonie

Ayant pour capitale Tallinn, l'Estonie est un pays d'Europe du nord entouré par la mer Baltique à l'ouest, la Russie à l'est, la Lettonie au sud et la Finlande au nord, de l'autre côté du golfe de Finlande qui constitue le pays dont il est le plus proche, culturellement et politiquement. De surcroît, l'Estonie possède une densité de population de 30 personnes par km<sup>2</sup> et une population décroissante de 1.365.884 habitants, ce qui fait d'elle l'un des pays moins peuplés du monde. En outre, malgré un climat tempéré, l'Estonie est vulnérable à des chutes de neige (entre novembre et mars), des inondations (entre mars et mai) notamment les inondations côtières, des tempêtes violentes (automne et printemps), des tempêtes de neige en hiver ou encore à des incendies de forêt pendant l'été. Par ailleurs, les deux traditions religieuses dominantes sont la luthérienne et l'orthodoxe. Envahie par le Danemark, les chevaliers teutoniques, la couronne suédoise, l'Empire russe puis libérée en 1920 pour être réannexée en 1940 par l'URSS jusqu'à son tant espérée indépendance en 1991, l'Estonie qui aujourd'hui parle estonien, une langue finno-ougrienne fortement influencée par toutes ces dominations, peut enfin décider par elle-même. Ainsi, elle a justement choisi d'être un état unitaire et une république parlementaire avec un parlement monocaméral. De plus, notre pays, divisé administrativement en 15 comtés et 213 municipalités; a, depuis le 17 avril 2023 Kaja Kallas comme Première ministre, appartenant au Parti de la réforme (libéral), une coalition entre deux partis centristes et les sociaux-démocrates qui accumule déjà 3 victoires successives aux élections législatives. L'Estonie est de plus présidée (un titre essentiellement honorifique) par Alar Karis depuis 2021. En effet, ce petit pays à faible altimétrie, cette alternance de plaines, de collines et surtout de lacs et forêts anciennes qui recouvrent plus de 45 % du territoire, s'est rapidement relevé, s'est développé et a intégré l'ONU en 1991, l'OMC en 1999, puis l'OTAN ainsi que l'Union européenne en 2004. Notre pays fait aussi partie de la zone euro, de l'espace Schengen et de l'OCDE (depuis 2010). Il est devenu l'un des chefs de file mondiaux au niveau de la qualité de vie, l'éducation, l'absence de corruption ou encore la liberté de la presse.

Ainsi, dans cette course pour le développement et l'autonomie par rapport à la Russie, l'Estonie cherche à protéger ses citoyens des catastrophes naturelles et des risques industriels liés à la modernisation ainsi que de la grande menace, nommée Russie. Afin de combattre ces risques, le pays a réalisé de nombreux partenariats dont l'Union européenne. Le débat repose maintenant sur quelles politiques de coordination de la sécurité civile européenne doivent être mises en place et jusqu'où la mise en commun des ressources doit-elle aller.

À l'intérieur du pays, un processus de centralisation de l'action pour la protection civile a eu lieu. Notamment à travers la création en 1992 du Conseil de sauvetage estonien (Päästeamet), une agence gouvernementale indépendante relevant du Ministère de l'Intérieur regroupant les actions de protection civile comme le sauvetage ou la lutte contre les incendies. Grâce à ses 2 100 employés, il anticipe les menaces et assiste les personnes en cas d'accident. Par ailleurs, la première loi régissant les activités du domaine a été la loi sur la protection civile en 1992 et la première loi sur le sauvetage est entrée en vigueur en 1994 (la loi sur le sauvetage actuellement en vigueur a été adoptée en 2012). Ainsi, l'État se charge de la prévention des incendies, de la gestion des crises comme le Covid-19, de la diffusion d'informations, de la surveillance des frontières, des sauvetages, évacuations et de la mise en œuvre d'une politique de sécurité. De plus, les outils d'orientation comportent une section consacrée à la prise en compte du changement climatique et le plan national d'adaptation vise à améliorer les systèmes d'alerte rapide et les systèmes d'information du public afin de pouvoir informer plus facilement les résidents des littoraux exposés aux risques et ainsi renforcer leur capacité de réaction en situation d'urgence et de leur enseigner les protocoles à respecter pour venir en aide aux autres. Par ailleurs, l'Estonie s'oriente vers le nucléaire avec l'aide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ce qui représente premièrement, une réduction de l'empreinte carbone du pays afin de limiter la dépendance aux schistes bitumineux, actuellement sa plus importante ressource minérale et d'atteindre 100 % d'électricité décarbonée en 2030 (ce qui protège la population du changement climatique et de la pollution); mais aussi un levier de développement économique durable en stimulant l'économie locale, créant des emplois qualifiés, favorisant le développement technologique et surtout en augmentant la sécurité énergétique puisque les réserves de kukersite s'épuiseront dans les cent prochaines années et que l'Estonie souhaite se

découpler du réseau russe avant 2026. Le problème est maintenant de savoir si ces efforts pour protéger la population ne peuvent-ils pas justement de les aggraver comme dans le triste cas de Tchernobyl en 1986 en Ukraine qui nécessita de l'aide du Centre de coordination de la réaction d'urgence de l'UE (ERCC) et par lequel l'Estonie fut affectée. D'ailleurs, la Russie représente en elle-même une menace pour la sécurité civile. En effet, en se basant sur le discours revanchard de Poutine et la restructuration de l'armée russe, l'Estonie estime que la Russie se prépare à une guerre contre l'OTAN. C'est pourquoi elle a construit 600 bunkers souterrains le long de la frontière et a fait passer en 2024 ses dépenses militaires à 3,2% de son PIB, moitié plus que l'objectif de 2% décidé par l'OTAN. Et elle a raison puisque sa population a déjà été victime en 2007 de 3 jours de cyberattaques qui paralysèrent le pays (suite au démantèlement d'un monument à la gloire des soldats soviétiques). Depuis, le centre de cyberguerre de l'OTAN a été installé à Tallinn (en 2008).

L'Estonie participe aussi à des accords d'entraide internationaux de l'Union européenne comme le Mécanisme européen de protection civile de l'UE (MEPC), en fournissant en cas de besoin, des unités de sauvetage, d'appui et de recherche ainsi que des équipes médicales d'urgence (afin d'améliorer l'efficacité, tant en termes de coordination que de réduction des délais d'intervention, une réserve de différentes ressources a été mise en place différent dans chaque pays). Elle réalisa d'ailleurs un rapport sur la protection civile en 2017, lors de sa présidence. De plus, elle participe aux Fonds de solidarité de l'UE, qui soutiennent les efforts de secours après une catastrophe, le COHAFA (Protection Civile et Opérations d'Aide Humanitaire Européennes) afin d'améliorer la cohérence des efforts humanitaires au niveau européen et mondial ou alors en participant au Système européen de surveillance des situations d'urgence (Copernicus). En outre, l'Estonie a ratifié la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (directive 96/82/CE du Conseil du 9 décembre 1996) en 2000 (car fait partie de la Commission économique pour l'Europe) visant à la préservation et à la protection de la qualité de l'environnement et de la santé des personnes par des actions préventives contre les accidents impliquant des substances dangereuses. Par ailleurs, notre pays adhère à la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) qui est un cadre institutionnel pour la gestion de crises et conflits et a été l'un des 9 pays qui ont lancé en 2018 l'Initiative européenne d'intervention afin de créer les conditions pour de futurs engagements militaires communs. Enfin, l'Estonie a aussi mis en place des coopérations bilatérales comme le "programme eurobalte pour la protection civile" entre la Finlande, l'Estonie, la Suède et le Danemark.

En somme, l'Estonie, guidée par sa forte appréhension de la menace russe et par sa volonté de se rapprocher de l'Occident, tend fortement vers l'europhilisme et est particulièrement inclinée à mettre en commun tous les effectifs nécessaires, à faire preuve de solidarité envers des pays moins développés, à réaliser plus d'accord ainsi qu'à adopter des mesures et des politiques communes.